



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL
DE STOCKHOLM

N° 38 – 17 octobre 2022

Pays nordiques

Les pays nordiques sont parmi les mieux classés dans la lutte contre les inégalités, selon le dernier rapport d'Oxfam publié en octobre 2022. La Norvège arrive en première position, le Danemark en 7^{ème} position, la Finlande en 10^{ème}, l'Islande en 15^{ème} et la Suède en 20^{ème}. L'indice d'Engagement à la Réduction des Inégalités se base sur l'étude de trois leviers : l'action des services publics, la fiscalité et l'évolution du marché du travail. Sur ce dernier outil, les pays nordiques sont tous présents dans le top 7. La Suède est le moins bien placé de la zone et a perdu dix places au cours des deux dernières années ; cette dégradation s'explique par la baisse du taux marginal sur les salaires élevés et par le fait que la charge fiscale reste importante pour les revenus les plus faibles.

Classement 2022 des pays nordiques selon leur engagement dans la réduction des inégalités

Pays	Services publics	Fiscalité progressive	Droits du travail	Classement CRI
Norvège	12	15	3	1
Danemark	5	57	2	7
Finlande	2	90	5	10
France	3	70	14	12
Islande	30	48	7	15
Suède	11	103	6	20

Source : OXFAM, rapport CRI, octobre 2022

L'Islande et le Danemark sont en tête de l'indice Mercer CFA Institute Global Pension pour la 2^{ème} année consécutive, pour leurs systèmes de retraite durables et bien gérés. L'Islande a obtenu la valeur la plus élevée de l'indice global (84,7), suivie de près par les Pays-Bas (84,6) et le Danemark (82,0). Les pays les mieux classés bénéficient d'une pension minimale généreuse et d'une forte proportion de personnes ayant une pension privée. Selon l'OCDE, 83% de la population active dispose d'un compte de pension privée en Islande et 92% au Danemark. La viabilité de ces systèmes de retraite repose sur un important réservoir d'épargne, qui représente actuellement plus de 200% du PIB dans ces pays.

Newen Studios (TF1) renforce sa présence en zone nordique. Newen, groupe de production audiovisuel français (propriété de TF1) présent sur 9 marchés européens, rachète le suédois Anagram, l'une des principales sociétés de production de fiction dans les pays nordiques, présent en Suède et en Norvège.

 Danemark**Des élections anticipées sont convoquées pour le 1^{er} novembre prochain.**

Déjà sous la pression de l'opposition à la suite de plusieurs scandales, et notamment celui de l'abattage de visons en 2020, la Première ministre Mette Frederiksen (Parti social-démocrate) faisait face à l'ultimatum d'un parti allié, le Parti social-libéral (*Radikale Venstre*), lequel menaçait de déposer une motion de censure si des élections anticipées n'étaient pas convoquées avant le 4 octobre. Le duel s'annonce serré entre la coalition de gauche sortante (Sociaux-démocrates, Parti social-libéral, Liste unitaire, Parti socialiste populaire) et le « bloc bleu », qui ne présente pas, pour la première fois, de candidature unique ; Jakob Ellemann-Jensen (Parti libéral) et Søren Pape Poulsen (Parti conservateur) étant tous les deux candidats déclarés à la succession de Mette Frederiksen. La candidature de l'ancien Premier ministre libéral Lars Løkke Rasmussen, désormais à la tête de sa propre formation politique (Modérés), pourrait également s'avérer décisive. Pour l'heure, les derniers sondages créditent Mette Frederiksen d'une très courte avance sur ses adversaires.

Inflation, récession et baisse de l'emploi, le sombre tableau dressé par le Conseil des Sages pour 2023.

Alors que la campagne électorale vient tout juste d'être lancée, les Sages ont présenté, le 11 octobre, leur rapport d'automne sur l'économie danoise. Après une période marquée par une croissance dynamique et des taux d'emploi records, l'horizon s'assombrit pour l'économie danoise, qui devrait entrer en récession en 2023 (-0,2%). Si l'inflation devrait culminer à l'automne 2022, tirant la prévision du taux annuel moyen à 8,1%, les prix à la consommation continueront d'augmenter l'année prochaine : l'inflation devrait s'établir à 5,1% en moyenne en 2023, un chiffre bien au-delà des prévisions du Ministère des Finances (3,3%). Le rapport alerte également sur l'évolution du marché du travail, qui devrait enregistrer une forte baisse de l'emploi au cours des prochains mois : -100 000

emplois d'ici fin 2023, soit la plus forte baisse enregistrée en 18 mois depuis la crise financière de 2007-2008. Commentant la publication des Sages, Las Olsen, économiste en chef chez Danske Bank, tempère les chiffres de l'emploi et du chômage, soulignant les fondamentaux de l'économie danoise, avec un taux d'emploi supérieur de près de 4% au taux structurel. Comme le précisent les Sages, l'économie danoise demeure exposée à de nombreuses incertitudes, principalement liées aux tensions sur l'énergie et à l'évolution du conflit russo-ukrainien.

Pour la première fois de l'année, la Banque centrale danoise (*Danmarks Nationalbank*) est intervenue sur le marché des changes.

Afin de limiter le renforcement de la couronne danoise face à l'euro et défendre, à ce titre, la politique de taux de change fixe du Danemark (+/- 2,25%), la Banque centrale a échangé des devises pour 23,0 Mds DKK (3,1 Mds€). Conséquence de cette opération, les réserves de change ont augmenté de 22,4 Mds DKK (3,0 Mds€), et s'établissent désormais à 554,2 Mds DKK (74,5 Mds€).

Avec DK2030, les Sociaux-démocrates dévoilent leurs priorités pour les années à venir.

Dans la lignée des trois premiers volets du *Danemark peut faire plus*, le plan DK2030 a été présenté le 30 septembre par le ministre des Finances, Nicolai Wammen, soit quelques jours avant l'annonce des élections anticipées. Véritable feuille de route pour rendre le Danemark « *plus vert, plus sûr et plus fort* », ce nouveau plan s'articule autour de 3 grandes priorités : État-providence, transition verte, sécurité et défense. Concrètement, sur la marge de manœuvre budgétaire de 48 Mds DKK (6,5 Mds€) dont pourra disposer l'exécutif d'ici 2030, le Gouvernement de Mette Frederiksen propose d'en réserver près de la moitié (21,25 Mds DKK soit 2,9 Mds€) pour financer les dépenses de sécurité sociale. Le Gouvernement propose également

d'augmenter la consommation publique de 0,8% par an sur la période 2024-2030, permettant la création de 5 000 postes supplémentaires dans la fonction publique, pour un montant de 5 Mds DKK (670 M€). Une partie des fonds disponibles (2,5 Mds DKK soit 335 M€) sera allouée au soutien de la transition verte. Enfin, les Sociaux-démocrates proposent d'utiliser 11,75 Mds DKK (1,6 Md€) pour couvrir une partie de la hausse du budget de défense, lequel devra être porté à 2% du PIB d'ici 2033. 2,5 Mds DKK (335 M€) devraient également permettre de renforcer le système carcéral. Compte tenu des incertitudes croissantes, le Gouvernement propose de constituer une réserve de 5 Mds DKK (670 M€). En tout état de cause, l'exécutif estime que cette marge de manœuvre est insuffisante, et propose de l'augmenter de quelque 15 Mds DKK supplémentaires (2 Mds€), tout en stimulant les créations d'emplois (+40 000 d'ici 2030).

Les autorités contraignent Ørsted à reporter la fermeture de trois centrales électriques à pétrole et à charbon à la mi-2024. Deux de ces centrales ont déjà été mises hors service, tandis que la

troisième aurait dû fermer au printemps prochain. La décision de poursuivre et de rétablir l'exploitation de ces centrales a été prise par l'Agence danoise de l'Énergie (*Energistyrelsen*) pour garantir l'approvisionnement en électricité du Danemark, à l'heure où les autorités pourraient être contraintes d'instaurer des coupures contrôlées d'électricité de courte durée pendant l'hiver. Cette décision aurait pour effet principal de contribuer à l'approvisionnement électrique du continent européen et pourrait avoir un impact positif sur la formation des prix de l'électricité. Le report des fermetures ne devrait impacter ni les objectifs climatiques du Danemark à long terme, ni l'objectif d'Ørsted d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2025.

Nouvelle commande de Maersk pour verdir sa flotte. L'achat de six porte-conteneurs pouvant être propulsés au méthanol vert portera à dix-neuf le nombre de navires «verts» détenus par l'armateur danois. Leur déploiement devrait permettre, à terme, une réduction des émissions de CO₂ de l'ordre de 2,3 millions de tonnes par an. Pour rappel, Maersk vise la neutralité carbone d'ici 2040.

Finlande

L'inflation atteint 8,1% en septembre 2022 en glissement annuel contre 7,6% en août. Il s'agit du taux d'inflation le plus élevé depuis mars 1984, principalement en raison de la hausse des prix de l'électricité et de la hausse du taux d'intérêt moyen sur les prêts au logement.

Des prêts garantis par l'État pour les achats et rénovations énergétiques à partir de janvier 2023. La Finlande va mettre en place un vaste programme de prêts garantis, avec le Fonds européen d'investissement de la BEI, afin de soutenir les ménages, les associations de logement et les PME qui investissent pour améliorer l'efficacité énergétique des logements, véhicules ou infrastructures de travail. L'enveloppe de garanties d'une valeur totale de 700 M€, pour

laquelle la Finlande contribue à hauteur de 100 M€, couvrira une multitude de « dépenses vertes », comme la rénovation énergétique des bâtiments, l'installation et/ou l'amélioration d'un système de chauffage géothermique ou solaire, l'achat de véhicules à faibles émissions ou électriques et la construction d'infrastructures de recharge électrique. Le taux de garantie pourra atteindre 80% pour les prêts aux ménages et aux sociétés de logement, et 70% pour les prêts aux PME, a précisé la ministre de l'environnement, Maria Ohisalo.

Un projet de loi soumis au Parlement prévoit le transfert des services de l'emploi aux communes en 2025. Le gouvernement finlandais, qui avait mis en place un projet-pilote de municipalisation des services de l'emploi, souhaite poursuivre et valider cette

expérimentation. Le projet de loi vise à transférer définitivement les services de l'emploi, jusqu'alors sous la tutelle des centres d'Etat déconcentrés régionaux, aux communes. Cette réforme a pour objectif de créer une structure de services plus disponible et plus proche des demandeurs d'emploi afin de faciliter leur insertion.

Un accord a été trouvé entre les municipalités et les syndicats sur des hausses de salaires pour les infirmiers, selon la médiatrice nationale Anu Sajavaara. L'accord met fin au conflit social entre les employeurs des municipalités et comtés (KT), et les deux syndicats des infirmiers et professionnels de la santé (Super et Tehy). Ces deux syndicats ont mis fin à la grève et estiment que l'accord augmentera les salaires d'au moins 17,3% en moyenne au cours des cinq prochaines années, dont une hausse au cours des trois premières années qui sera de 15,3%.

Le terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) loué par la Finlande et l'Estonie sera installé à Inkoo cet hiver. La Finlande et l'Estonie se sont mis d'accord, le 10 octobre, sur la localisation à Inkoo, en Finlande du navire *Exemplar*; un terminal de GNL flottant qu'ils louent ensemble à la société américaine *Excelerate Energy*. Le ministre de l'Economie finlandais Mika Lintilä et la ministre estonienne de l'économie et des infrastructures Riina Sikkut ont néanmoins rappelé que les consommateurs finlandais et estoniens auront un traitement égal en ce qui concerne l'utilisation du navire. Le choix d'Inkoo, point d'entrée du gazoduc *Balticconnector* qui relie les deux pays, apparaît en cela opportun, soulignent les ministres. Cette annonce intervient une semaine après l'ouverture aux opérations commerciales du terminal GNL de Hamina en Finlande. Il s'agit du troisième terminal présent sur le territoire, mais du premier à être connecté au réseau gazier finlandais (les deux autres terminaux GNL à Pori et Tornio étant dédiés à des utilisateurs industriels locaux).

Islande

Le taux d'intérêt directeur a été relevé à 5,75%. Le comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Islande a décidé de relever le taux d'intérêt directeur de 25 points de base, pour le porter à 5,75%. Il s'agit du neuvième redressement consécutif du taux directeur qui était de 0,75% en mai 2021.

Le nombre de personnes employées en août a augmenté de 5% en glissement annuel. D'après les données de Statistics Iceland, un peu plus de 218 700 personnes étaient employées en août 2022, soit près de 10 400 individus en plus par rapport à août 2021 (+5%). Le nombre d'employés d'origine islandaise a augmenté d'un peu moins de 2 900 tandis que le nombre de personnes immigrées employées a augmenté d'un peu plus de 7 500.

La valeur des sociétés cotées a chuté de 1,8 Md€ en deux mois. L'indice OMX Iceland 10 de la Bourse d'Islande a chuté de 8,9 % en septembre. Il s'agit du deuxième mois consécutif de baisse significative de l'indice (-5,5% en août), après des hausses de courte durée pendant l'été. Au total, les 29 sociétés cotées sur le marché principal et le marché First North ont perdu 254 Mds ISK (1,8 Md€) de valorisation en deux mois. La valeur totale des entreprises enregistrées était de 2 366 Mds ISK (16,8 Mds€) à la fin du mois de septembre.

Le gouvernement souhaite examiner les rapports de force dans l'industrie de la pêche. Le ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche a conclu un accord avec l'Autorité islandaise de la concurrence (ICA) pour entreprendre un examen des relations de propriété et de gestion dans l'industrie de la pêche. Les conclusions de l'examen seront

présentées dans un rapport spécial avant le 31 décembre 2023. Le rapport doit être utilisé par le ministère dans le cadre du vaste travail politique sur la transparence dans l'industrie de la pêche qui est actuellement en cours.

Landsvirkjun ne peut plus fournir d'électricité à davantage de gros consommateurs. La compagnie nationale d'électricité Landsvirkjun a indiqué renoncer à de nombreux projets d'exportation énergétique en raison d'une demande d'électricité plus importante que l'offre. Le PDG Hörður Arnarson a déclaré lors de la conférence annuelle d'automne de l'entreprise qu'il ne se concentrerait finalement

pas sur la négociation avec de nouveaux grands utilisateurs d'énergie dans l'industrie métallurgique ou d'autres producteurs de matières premières.

Origo vend sa participation dans sa filiale Tempo pour 195 M\$. La totalité de la participation d'Origo (logiciels, services de gestion) de 40% dans la filiale Tempo a été cédée à une société gérée par le fonds d'investissement technologique américain Diversis Capital pour 195 M\$ (201 M€). Tempo crée des logiciels qui aident les entreprises dans la gestion du temps, la planification et la gestion des coûts.

Norvège

La présentation du PLF 2023 s'effectue dans un contexte de tensions inflationnistes et de ralentissement de la demande en provenance de l'Europe. Le 6 octobre, le gouvernement a rendu public son projet de loi de finances 2023. Présenté comme rigoureux, le projet vise à freiner l'inflation tout en préservant l'emploi et le dynamisme économique. Les prévisions de l'inflation des prix à la consommation sont plus élevées que prévues : +4,8% en moyenne en 2022 et +2,8% en 2023. Le facteur le plus significatif est l'inflation des prix des produits alimentaires et de l'alcool : +12,1% au cours de l'année 2022. Les perspectives de croissance ont été revues légèrement à la baisse du fait de l'impact du ralentissement de la demande extérieure, notamment européenne : +2,9% en 2022 et +1,7% en 2023. Le chômage devrait se maintenir à 1,7% laissant craindre l'apparition de pénuries de main d'œuvre dans certains secteurs. Le prélèvement annuel dans le fonds souverain norvégien pour équilibrer le budget devrait diminuer de 5,5% en 2023 et représenter 2,5% de la valeur totale des actifs du fonds. Avec les premières annonces qui seront discutées au cours des mois à venir, les conservateurs ont critiqué un budget très expansif, bien loin du budget rigoureux qui était annoncé. Les membres du Parti du Progrès ont quant à eux dénoncé une préservation trop importante des actifs du fonds souverain.

Le gouvernement annonce une taxe sur la « rente » des producteurs d'énergies renouvelables et de l'aquaculture. Le gouvernement norvégien considère que les ressources naturelles appartiennent à la nation et qu'il est nécessaire de taxer ceux qui bénéficient de très importants revenus en exploitant ces ressources. Dans ce contexte, il a annoncé qu'une nouvelle taxe sur la « rente » des producteurs de saumon, de truite et de truite arc-en-ciel serait mise en place à compter de 2023. Cette taxe s'apparente à un impôt foncier et s'élèvera à 40 % des revenus de ces espèces pour les élevages utilisant des espaces publics et qui produisent plus de 4 000 à 5 000 tonnes. Couplé à un impôt sur les sociétés taxant déjà 22% du bénéfice, l'impôt total effectif devrait ainsi atteindre 62% du bénéfice. Cette annonce a provoqué une levée de boucliers de la part de la filière norvégienne qui serait la seule au monde à faire face à une telle taxe. De nombreux groupes ont mis en suspens leurs investissements à hauteur d'environ 1,2 milliard d'euros. Une nouvelle taxe similaire sur l'éolien terrestre est également prévue, tout comme une augmentation de la taxe sur l'énergie hydraulique afin d'atteindre les objectifs gouvernementaux de dépenses publiques en 2023. Ces annonces seront discutées dans les mois à venir dans le cadre du débat budgétaire. Elles devraient rapporter 3,3 Mds€ au

gouvernement norvégien chaque année (dont 2,9 Mds€ pour les énergies concernées et 0,4 Md€ pour l'aquaculture).

La Présidente de la Commission européenne et le Premier ministre norvégien soulignent la nécessité de repenser la sécurité énergétique de l'Europe,

à l'issue de leur rencontre à Prague en marge de la réunion de la Communauté politique européenne (CPE) du 6 octobre. Ursula von der Leyen et Jonas Gahr Støre ont condamné l'usage de l'énergie comme arme par la Russie. Les objectifs de baisse des prix de l'énergie et d'engagement de discussions pour stabiliser le marché, notamment à court terme par la réduction de la demande et par l'augmentation de la production norvégienne, ont été réaffirmés. Ursula von der Leyen et Jonas Gahr Støre ont également appelé à mettre au point de nouveaux outils pour stabiliser le marché de l'énergie. Une Task force rassemblant des experts de la Commission européenne et de la Norvège se réunit régulièrement sur ces sujets.

Svalbard : la Russie accuse la Norvège de présence militaire accrue

pour deux raisons dans un communiqué de presse du ministère des Affaires étrangères russe. D'une part, le 21 septembre, la frégate norvégienne Thor Heyerdahl a visité le Svalbard. Selon la Russie, cette visite a été « une manifestation », même si c'est un voyage qui se fait chaque année par routine. La deuxième raison alléguée repose sur « la visite d'un navire des garde-côtes norvégiens à la ville russe Barentsburg » au Svalbard le 30 septembre, sans donner d'informations sur la raison du voyage. Selon le Ministère des affaires étrangères norvégien, la Norvège conduit au Svalbard une politique pleinement en accord avec le Traité de Paris de 1920.

Le gouvernement annonce de nouvelles restrictions sur l'accès des chalutiers russes aux ports norvégiens

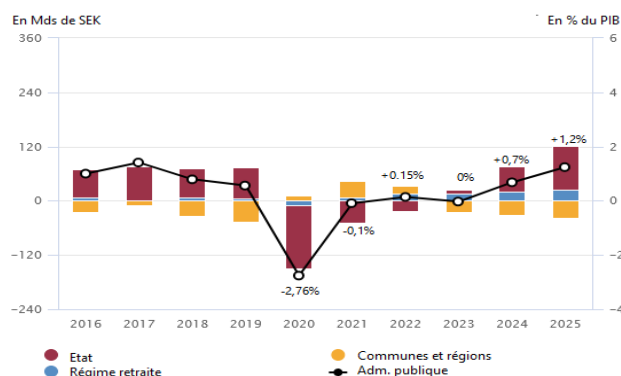
lors d'une conférence de presse la semaine dernière. Les nouvelles règles entreront en vigueur « sous peu ». Ces bateaux n'auront plus accès qu'à trois ports : Tromsø, Kirkenes et Båtsfjord. Leur accès partiel est maintenu pour préserver la gestion bilatérale des ressources halieutiques en mer de Barents. Les navires seront soumis à des contrôles des douanes, avec le concours de la police et des pouvoirs publics. « Nous surveillons les activités russes dans les eaux et les ports norvégiens pour éviter que la Norvège ne devienne un pays où transitent illégalement des biens vers la Russie. Nous disposons d'informations qui confirment le besoin d'accroître le contrôle des navires de pêche russe », a déclaré la Ministre des affaires étrangères Anniken Huitfeldt. Pour le Parti libéral, cette nouvelle annonce est un progrès mais une interdiction totale aurait été préférable. Selon l'Ambassadeur russe en Norvège Teimuraz Ramishvili, la coopération en matière de pêche avec la Norvège pourrait de ce fait devenir difficile : « Cette limitation n'incite pas à l'optimisme en ce qui concerne la coopération entre la Norvège et la Russie. Si la coopération ne peut pas continuer, alors la pêche d'espèces actuellement gérées conjointement par la Norvège et la Russie ne pourra pas être considérée comme rationnelle, responsable ou durable. Cela pourrait mettre en péril toute la pêche dans le Nord ».

Suède

La droite suédoise a annoncé ce vendredi avoir trouvé un accord pour former un gouvernement qui sera composé des Modérés (conservateurs), des Chrétiens-Démocrates et des Libéraux. Il coopérera avec les Démocrates de Suède (extrême droite) au Parlement. En effet, s'il n'entre pas au gouvernement - une option rejetée par les autres partis de droite - le parti des démocrates de Suède est désormais la principale force parlementaire de la nouvelle majorité et la deuxième du pays, avec 73 sièges. En ajoutant les Modérés (68 fauteuils), les Chrétiens-démocrates (19) et les Libéraux (16), la "constellation" des droites compte une majorité absolue mais étriquée de 176 sièges. Le vote pour désigner M. Ulf Kristersson au poste de Premier ministre aura lieu lundi 17 octobre et la nouvelle équipe gouvernementale devrait être nommée peu après. Les partenaires ont dévoilé une feuille de route qui prévoit un arsenal de mesures pour lutter contre la criminalité organisée, mais aussi la relance du développement de l'énergie nucléaire, longtemps bloquée par les sociaux-démocrates. Cet accord dit accord de Tidö s'articule autour de six chapitres : soins et santé, climat et énergie, lutte contre la criminalité, migration et intégration, système scolaire, croissance et situation des ménages. Ulf Kristersson avait fait de la sécurité un axe majeur de son programme électoral aux côtés des promesses de maîtrise des prix de l'énergie dans le contexte de la guerre en Ukraine. Le nouveau gouvernement à venir devrait prévoir des coupes budgétaires en matière d'accueil des réfugiés. Le quatuor de la droite s'est aussi mis d'accord pour ne pas réduire les allocations chômage ce qui correspond à une concession majeure des conservateurs à l'extrême droite.

Le ralentissement de l'économie se confirme en août. Selon l'Office suédois des statistiques (SCB), la croissance du PIB a reculé de 1,3% entre juillet et août. En revanche, la croissance en glissement annuel (août 2021-août 2022), corrigée des variations saisonnières, atteint 3,6%.

Evolution des finances publiques. Selon l'Agence de la gestion financière (ESV), les déficits des finances des administrations publiques liées à la pandémie (-2,76% en 2020 et -0,1% en 2021) devraient atteindre l'équilibre en 2022 (+0,15%) comme en 2023 (0%), avant de dégager à nouveau des excédents en raison de finances de l'Etat (+0,7% en 2024 et +1,2% en 2025). Les finances des communes et des régions vont en revanche s'affaiblir à compter de 2023.



Au mois de septembre, l'inflation s'élève à 9,7% en glissement annuel.

Selon l'institut suédois des statistiques, l'inflation a augmenté de 1,1% en septembre par rapport à août. Ce sont principalement les prix de l'électricité, des aliments et des boissons non alcoolisées qui ont tiré l'inflation à la hausse ces dernières semaines.

Les partis de droite s'opposent à la poursuite du projet de trains à grande vitesse, au motif que celui-ci « risque d'évincer d'autres investissements nécessaires » dans les infrastructures. Dans une motion adoptée le 3 octobre, les modérés (M), libéraux (L), démocrates-chrétiens (KD) et démocrates suédois (SD) ont également demandé une nouvelle enquête de l'Administration des Transports (Trafikverket) sur le coût global des deux lignes grande vitesse (Stockholm-Göteborg et Stockholm-Malmö). Leur construction avait été initiée par le gouvernement social-démocrate en 2018, avec un budget total

évalué à l'époque à 32 Mds€. La députée Maria Stockhaus (M) a affirmé dans la presse que le segment d'Ostlänken (Stockholm-Linköping) devrait être maintenu.

SAS renégocie ses accords de *leasing* portant sur 36 avions. Le 5 octobre, la compagnie aérienne a présenté la renégociation de ses contrats de location comme une « étape importante » dans la réalisation de son objectif de réduction de ses coûts annuels de 750 M€ (issu de son plan de restructuration « SAS FORWARD »). Les accords amendés sont soumis à l'approbation de la justice américaine dans le cadre de la procédure engagée début juillet par SAS, au titre du Chapitre 11 du Code des faillites des Etats-Unis.

L'Oréal sur la liste des employeurs les plus attractifs en Suède. Selon la dernière enquête du consultant Universeum, Spotify, IKEA et Google sont, dans l'ordre, les trois employeurs les plus attractifs aux yeux des étudiants en économie et commerce. Au 14ème rang on trouve l'Oréal qui se hisse à la 4ème place si l'on tient uniquement compte des employeurs étrangers.

Le syndicat Unionen souhaite intenter une action en justice contre Klarna.

Cette annonce d'Unionen a été faite à la suite de l'échec des négociations entre le syndicat et la fintech. Unionen reproche à Klarna de ne pas avoir respecté le droit du travail lors des coupes salariales réalisées au printemps (environ -700 employés), ce que rejette la startup.

Skanska remporte un contrat de rénovation du pont de Williamsburg à New York d'une valeur de 150 M\$ (155 M€).

Le projet comprend la rénovation des structures métalliques de soutien du pont. Les travaux débiteront en octobre 2022 et devraient s'achever en décembre 2025. L'entreprise de construction suédoise a déjà été mobilisée lors de précédentes rénovations du pont de Williamsburg entre 1997 et 2000.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022
Suède	1,7	0,9	1,6	1,3	5,1	0,2	0,9
Danemark	0,3	2,4	1,3	2,5	4,9	-1,1	0,9
Finlande	-0,2	1,7	0,9	0,7	3,0	0,5	0,9
Norvège ¹	0,0	0,6	4,0	0,1	3,9	-0,9	0,7
dont PIB continental	-0,6	0,7	2,9	1,5	4,1	-0,4	0,7
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-0,9	3,9

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

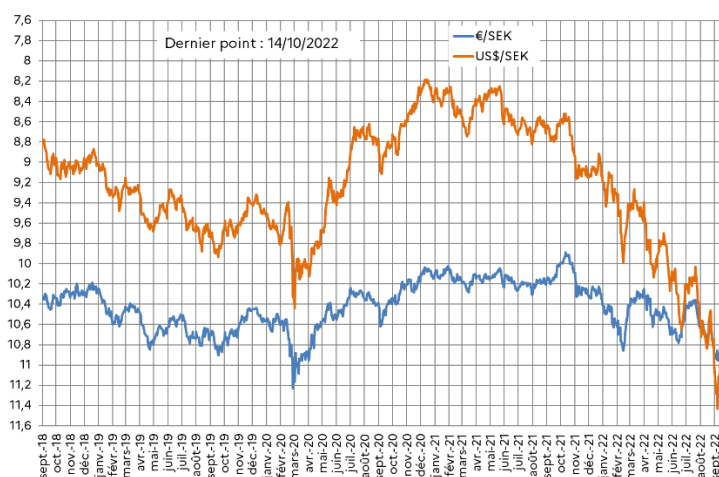
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel) :

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7
Danemark	0,7	1,7	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2
Finlande	1,1	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	N/A
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7

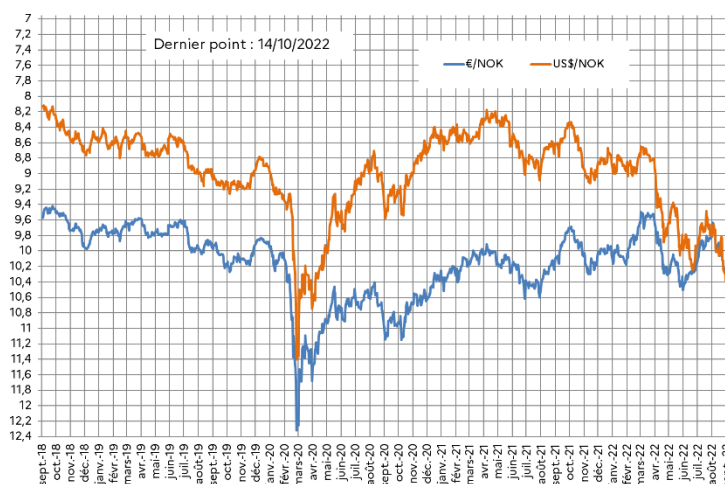
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, S. Gabour), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaître, J. Grosjean, M. Marbot, T. d'Hardemare) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : thibault.dhardemare@dgtresor.gouv.fr